Une commission d'enquête sur des cas d'exécutions de rebelles à Cibitoke

PANA, 14 fÃ©vrier 2015 Le Parquet gÃ©nÃ©ral ouvre une enquÃªte sur des cas prÃ©sumÃ©s d'exÃ©cutions extrajudiciaire Burundi Bujumbura, Burundi - Une commission de trois officiers du ministÃ¨re public a reÃ§u un mois, vendredi, du procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique, Valentin Bagorikunda, pour enquÃªter et dÃ©poser un rapport sur des cas prÃ©sumÃ dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires imputables aux forces de sÃ©curitÃ© gouvernementales lors des affrontements, qui ont eu l entre le 30 dÃ©cembre 2014 et le 3 janvier 2015, avec un groupe dâ€™individus armÃ©s non encore clairement identifiÃ©s, Ã Cibitoke, une province du Nord-ouest du Burundi, frontaliÃ¨re avec la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (Rdc) Lâ€™armÃ©e avait revendiquÃ© une centaine dâ€™assaillants mis Â«proprementÂ» hors dâ€™Ã©tat de nuire et seulement dans ses rangs durant les cinq jours de violents accrochages, jamais connus depuis la fin de la guerre civile des annÃ©es 1993 Ã 2003 au Burundi. Lâ€™annonce du procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique intervient, quant Ã elle, au lendemain d sortie dâ€™un rapport de Human rights watch (Hrw, organisation internationale de dÃ©fense des droits humains) qui charge les corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© du Burundi d'avoir exÃ©cutÃ© au moins 47 assaillants, y compris aprÃ¨s leur reddition Le mÃªme rapport insiste sur les besoins d'une enquÃªte indÃ©pendante pour faire toute la lumiÃ¨re sur ces cas prÃ©sumÃ©s exÃ©cutions sommaires. Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique effectuait sa seconde sortie mÃ©diatique sur le sujet, aprÃ¨s celle du 19 janvier dernier au cours de laquelle il avait rendu public le nom Ã la tÃªte des assaillants, un certain Joseph Kaziri, un officier dÃ©serteur de la Force de dÃ©fense nationale et des anciens combattants. Le procureur nâ€™avait pas, par contre, Ã©tÃ© capable de rÃ©vÃ©ler le nom du groupe armÃ© qui avait lÃ¢chÃ© ses troupes contre la province de Cibitoke ou encore moins le mobile, 'au stade oÃ¹ en Ã©taient les enquÃªtes'. La mÃªme source avait rÃ©vÃ©lÃ© que le grou armÃ© Ã©tait venu du Congo pour, dans un premier temps, sâ€™implanter au Burundi et faire la reconnaissance sur le terrain des diffÃ©rentes positions des Â«ImbonerakureÂ» (de jeunes militants du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir) ainsi que celles de la Police nationale Ã attaquer le moment venu. Lâ€™Ã©tape suivante consistait Ã mener des attaques ciblÃ©es contre les 'Imbonerakure' et les positions de la Police nationale du Burundi. La phase finale Ã©tait d'Ã©tendre la Â«guerre gÃ©nÃ©ralisÃ©eÂ» pour empÃªche campagne Ã©lectorale et prendre le pouvoir exÃ©cutif par la force. Les Burundais retournent aux urnes entre les mois de mai et aoÃ»t 2015 avec comme enjeu, le renouvellement des institutions qui avaient Ã©tÃ© Ã©lues, en 2010, du sommet Ã la base. Le climat politique reste dÃ©lÃ©tÃ¨re en l'absence de dialogue entre la mouvance prÃ©sidentielle et l'opposition sur certaines questions du processus Ã©lectoral, comme la transparence du fichier Ã©lectoral.